POUVOIR OUVRIER

N° 90 — Mai 1968 Mensuel — Prix : 0,50 F

Des millions de travailleurs en lutte

EBRANLENT LE SYSTEME

Les ouvriers de la raffinerie Antar, à Donges, discutent aujourd'hui, 20 mai, de la possibilité de transformer l'occupation en autogestion de l'entreprise. Dans certaines usines de la région de Saint-Nazaire l'idée est en l'air.

La révolte des travailleurs contre la stagnation des salaires, contre les conditions de travail actuelles, les licenciements, les déclassements, les transferts, tend déjà, ici et là, à mettre en question l'organisation même de la production capitaliste.

L'opposition irréductible de la classe ouvrière à l'exploitation et à l'asservissement éclate au grand jour. Le prétendu « embourgeoisement » des travailleurs avait servi de prétexte aux faux révolutionnaires pour tourner au réformisme ou pour prendre leur retraite, aux dirigeants des partis et des syndicats pour justifier leur misérable politique de collaboration avec l'Etat. Ce sont les ouvriers « embourgeoisés » de la Régie Renault, les mieux payés de la métallurgie disait-on, qui ont occupé les premiers leurs usines, qui ont hissé le drapeau rouge !

La société dite de « consommation » est contestée aujourd'hui, dans les faits sinon toujours dans les paroles, par les millions de grévistes qui occupent les entreprises. Ce n'est pas seulement contre les salaires insuffisants que les ouvriers se dressent, c'est aussi et surtout contre le système de production qui les transforme en objets. C'est le sort du travailleur dans l'activité productive qui est objectivement remis en question.

Les revendications de salaire mises en avant, SPONTANEMENT, par les ouvriers expriment au fond ce même refus de se soumettre aux nécessités de la production capitaliste, du profit : 100.000 AF comme minimum vital, 20.000 AF d'augmentation POUR TOUS. Voilà du nouveau par rapport aux augmentations hiérarchisées prônées par les centrales syndicales, au minimum vital « raisonnable » de 60.000 AF proposé par la C.G.T.

La revendication sur la réduction du temps de travail — les 40 heures payées 48 — traduit elle ausi la protestation du producteur contre son étroite subordination aux besoins de l'économie capitaliste : « Nous voulons du temps POUR VIVRE », scandaient déjà en 1964 les O.S. de Renault à Flins. Aujourd'hui c'est toute la classe ouvrière qui l'exige. Et les ouvriers savent aussi qu'une réduction substantielle de la semaine de travail, sans perte de salaire, est le seul moyen d'absorber le chômage, d'éviter que les travailleurs ne fassent les frais de la modernisation des entreprises et des transformations technologiques en cours.

Ce sont les jeunes travailleurs qui ont déclenché partout le mouvement. Ceux qu'on disait « dépolitisés » ont été les premiers à comprendre le sens profond et l'enseignement de la lutte des étudiants : le Pouvoir bourgeois n'est fort que de la faiblesse des méthodes utilisées jusqu'ici pour le combattre. Les secteurs les plus avancés des étudiants, en créant des comités d'action, des comités de grève, en passant à l'action directe ont montré qu'on pouvait faire reculer l'Etat. Sans écouter les conseils de sagesse des dirigeants syndicaux et des politiciens de « gauche », des jeunes travailleurs ont participé, dès le début, aux manifestations étudiantes, certains se sont battus sur les barricades. La nouvelle génération ouvrière, touchée par le chômage et la déqualification, écœurée par les faux-semblants d'action des partis traditionnels — fêtes de jeunes, bals républicains, pétitions, manifestations-promenades — révoltée contre la perspective de mener la même vie que les anciens, a pris partout l'initiative de la lutte. Ce sont les jeunes ouvriers qui ont poussé à l'occupation des usines, rompant ainsi avec les méthodes « légalistes » utilisées depuis des dizaines d'années.

Les journées de lutte étudiante, la grève généralisée, les occupations ont déclenché un processus de contestation du régime gaulliste et de la société qui pourrait aboutir à une situation révolutionnaire.

Certes, des forces importantes s'opposent à l'approfondissement du mouvement.

Les directions syndicales, les partis de « gauche » qui ont tout fait pour désamorcer la lutte des étudiants — des calomnies du P.C. aux conseils paternalistes de Guy Mollet — font actuellement tout ce qu'ils peuvent pour désamorcer la lutte des travailleurs en la canalisant hors de sa voie de classe: la contestation du pouvoir patronal, de l'exploitation. La « gauche » bourgeoise (Mendès, Mitterrand), ou réformiste (SFIO, PC) se pose maintenant en héritière du pouvoir, réclame qu'on lui passe les commandes. Pour quoi faire? Pour endiguer le flot, pour le maintenir dans le cadre des revendicationas salariales hiérarchisées et « raisonnables » et de la réforme de l'Université.

En dépit de la gravité de la situation, il n'est pas sûr que le gouvernement gaulliste lui cède la place. Une démocratie parlementaire classique aurait tenté de résoudre le problème en commençant par un changement de majorité au Parlement. Mais le régime gaulliste, né de la guerre d'Algérie ,peuplé d'arrivistes et de médiocres qui jouent les Napoléons, peut vouloir se maintenir à tout prix.

Répression contre les étudiants « gauchistes », contre les secteurs les plus conscients et combatifs de la classe ouvrière en même temps qu'ouverture d'un dialogue avec les syndicats, telle pourrait être la réponse du Pouvoir gaulliste à la puissante vague qui secoue la société.

Il s'agit pour lui d'appliquer une fois de plus la fameuse devise : diviser pour régner. D'abord séparer les étudiants des ouvriers. Ce travail est d'ailleurs déjà commencé. Le P.C. et la C.G.T. s'en sont chargés : « chacun chez soi, les ouvriers à l'usine, les étudiants à l'Université ». Contre qui a été barricadée Renault-Billancourt et bien d'autres usines ?... Contre la police ? Certainement pas. Contre les étudiants qui voulaient discuter avec les ouvriers. Le cordon sanitaire établi par les militants du P.C. ne vise qu'à « protéger » la classe ouvrière contre la contagion des idées révolutionnaires. On vise ensuite, chez les étudiants, à opposer la masse des modérés (dont l'U.E.C.) à la fraction politiquement la plus avancée, aux révolutionnaires stigmatisés comme provocateurs à la fois par Pompidou et par le P.C.

Chez les travailleurs, on opérerait de la même manière. On essayerait alors, l'opération terminée, de conclure DES ACCORDS SEPARÉS avec les grévistes : des concessions pourraient être faites dans telle usine, dans telle branche industrielle ou tel service public, concessions que les syndicats pourraient accepter et qui justifieraient, pour leurs dirigeants, des ordres progressifs et échelonnés de reprise du travail.

LE PRINCIPAL DANGER QUI GUETTE LE MOUVEMENT ACTUEL EST LA, C'EST LE FRACTIONNEMENT DES FORCES EN LUTTE, L'ACCEPTATION D'ACCORDS SEPARÉS.

Contre ce danger, il faut s'efforcer de développer les liaisons étudiants-ouvriers.

Et il faut surtout agir pour que les travailleurs prennent en main eux-mêmes leur mouvement :

COMITES DE GREVE DIRECTEMENT ELUS PAR TOUS LES TRAVAILLEURS, SYNDIQUÉS ET NON SYNDIQUÉS.

LES MEMBRES DES COMITES DE GREVE DOIVENT ETRE REVOCABLES A TOUT MOMENT.

COMPTE-RENDU JOURNALIER DU COMITE DE GREVE DEVANT L'ASSEMBLEE DES GREVISTES DANS CHAQUE ENTREPRISE.

FEDERATION DES COMITES DE GREVE PAR ARRONDISSEMENTS ET LOCALITES.

DESIGNATION PAR LES DELEGUES DES COMITES DE GREVE D'UN COMITE CENTRAL DE GREVE.

*

Il a fallu plus d'une semaine, les combats de la nuit des barricades, la sauvagerie de la répression pour que les directions syndicales se décident enfin à déclencher la grève du lundi 13 mai. Cette fois-ci les appareils dirigeants ont fait plus vite. Tout en refusant de lancer le mot d'ordre de grève générale, ils ont accepté d'étendre le mouvement pour être dans le coup et pouvoir ainsi le contrôler. Les directions syndicales ont réussi à prendre le train en marche. C'est pour le diriger vers des voies réformistes et parlementaires.

Il est impossible de prévoir le dénouement de ce mouvement de masse qui dépasse déjà en ampleur tout ce qu'on avait vu depuis 1936.

Mais une chose est certaine : de nombreux ouvriers, les jeunes en particulier, des minorités importantes d'étudiants n'accepteront plus désormais d'obéir aux consignes des organisations qui défendent l'ordre social actuel, quelle que soit l'étiquette politique sous laquelle elles se présentent. La critique radicale de la société qu'ils ont entreprise, ils chercheront à la continuer et à l'approfondir .

A Madrid, à Rome, à Berlin, à Varsovie, les étudiants s'insurgent contre le système qui étouffe l'homme, qui exploite et asservit le travailleur. En France, les étudiants ont été le détonateur qui a provoqué l'explosion actuelle.

D'autres explosions se produiront demain dans tous les pays et, comme en France, la jeunesse ouvrière sera alors à la pointe du combat.

Comités de grève élus et révocables

La forme et la durée des mouvements doivent être discutés et décidés à la base. Et c'est à des comités de grève élus qu'il appartient de proposer aux assemblées de grévistes les conditions et la date de la reprise. C'est à la base aussi de déterminer le contenu des luttes, c'est-à-dire les revendications.

Mais les revendications elles-mêmes doivent mieux exprimer les intérêts des ouvriers et des employés. Il faut en finir avec les revendications hiérarchisées qui visent une augmentation de 600 F pour le cadre et de 6 F pour l'O.S. Seules des augmentations uniformes peuvent unir toutes les catégories, développer la solidarité et redonner confiance, en particulier aux couches les plus exploitées.

Quant aux conditions de travail, elles doivent passer au premier plan. Le conducteur de la motrice Paris-Lyon, si on lui en donnait le choix ,aimerait beaucoup mieux voir ses horaires aménagés en fonction de ses besoins, obtenir une réduction des heures de travail et le remplacement du contrôle automatique de surveillance par un deuxième agent de conduite que de recevoir 1 % de plus sur son salaire sans changement dans ses conditions de travail.

(P.O. n° 82, janvier-février 1967)

Pour une politique ouvrière

Une politique réellement ouvrière doit proclamer des exigences. C'est l'ensemble de la gestion capitaliste qu'il faut contester, du niveau de l'entreprise au niveau du pouvoir.

Toute lutte, même défensive, doit être liée à une contestation du pouvoir patronal ; tout combat d'envergure doit tendre à développer l'intervention de la puissance ouvrière dans le domaine réservé à la bourgeosie.

Dans le domaine des salaires, il ne s'agit pas seulement de demander des augmentations. Une politique ouvrière de salaires doit afficher ouvertement comme but : la suppression des primes par leur incorporation au salaire, la lutte contre les salaires au rendement, le refus des heures supplémentaires, la lutte contre la hiérarchisation des salaires.

Dans le domaine de la durée, la réduction de la semaine de travail doit passer au premier plan des revendications ; en outre, le temps de transport doit être compté dans le temps de travail.

Dans le domaine du travail lui-même, les ordres de l'appareil de contrôle, de la maîtrise, des chefs ne doivent pas être acceptés comme allant de soi. Il faut également empiéter sur ce domaine réservé. Il faut exiger la participation des ouvriers à la détermination des temps d'usinage alloués, des rythmes des chaînes, à l'établissement des horaires.

L'embauchage et le débauchage ne doivent pas être laissés non plus à l'arbitraire patronal, mais soumis au contrôle des travailleurs.

Et ce contrôle dans la production doit être exercé par des assemblées réunissant les travailleurs de l'atelier ou de l'entreprise ,et par des organes élus par ces assemblées.

(P.O. n° 75, janvier 1966)

PROLETARIAT ET BUREAUCRATIE

(Extrait de P.O. nº 62 et 63, juillet-août et septembre 1964).

LA BUREAUCRATIE « OUVRIERE »

La bureaucratie syndicale et politique qui exerce aujourd'hui son contrôle sur les grandes organisations, c'est le prolétariat lui-même qui l'a engendrée. C'est la croissance des syndicats et des partis ouvriers qui, lentement d'abord puis à un rythme rapide, a créé une couche spécifique de permanents, de fonctionnaires « ouvriers » dont la profession est devenue celle de représenter les travailleurs. Les tâches toujours plus vastes et complexes d'organisation et de coordination ont été résolues par eux d'après le modèle capitaliste : une structure hiérarchisée, une division de plus en plus nette entre les dirigeants et la base.

Le renforcement de la bureaucratie « ouvrière » a été favorisé par la classe dominante et son Etat. A mesure que le développement de l'industrie rendait plus complexes et plus aigus les problèmes posés par la gestion de la force de travail, que les fonctions de l'Etat s'étendaient au domaine de l'économie, la nécessité d'avoir un « interlocuteur valable » devenait vitale pour les dirigeants. La classe dominante, constatant la force croissante du prolétariat, le danger potentiel qu'il représente, acceptait de reconnaître la représentativité de la bureaucratie syndicale et politique « ouvrière ». Elle s'apercevait qu'en lui reconnaissant ce rôle, en lui accordant certaines prérogatives, en l'associant, dans les moments de crise, à la conduite des affaires publiques, elle avait la possibilité d'exercer un contrôle, quoique indirect, sur les travailleurs, d'imposer plus facilement, lorsqu'il le fallait, des décisions vitales : une politique de productivité, un blocage des salaires, et même, à la limite, une guerre mondiale, décisions que la bureaucratie « ouvrière » se chargerait de justifier et de faire accepter aux travailleurs.

Toutefois, le rôle réel de la bureaucratie « ouvrière » ne s'est affirmé que progressivement, au cours de dizaines d'années. Et les organisations syndicales et politiques qu'elle contrôle n'en sont pas pour autant devenues de simples « annexes » de l'Etat capitaliste. Aujourd'hui encore, dans la plupart des pays, elles continuent de défendre dans le cadre du système capitaliste, des améliorations au sort des travailleurs.

Cependant, la bureaucratie « ouvrière » ne s'est pas contentée du rôle d'auxiliaire que prétendaient lui assigner les capitalistes ; elle a fini non seulement par prendre conscience de ses intérêts spécifiques en tant que couche intermédiaire entre le capital et le travail, mais par viser à prendre une place dans la direction même de la société.

Dans les pays occidentaux, cependant, elle constitue toujours un corps intermédiaire : elle n'a ni le pouvoir politique ni le pouvoir économique.

Mais la même évolution du capitalisme qui a facilité le développement d'une bureaucratie « ouvrière » a donné également naissance à une autre couche de bureaucrates, d'organisateurs de la production, la bureaucratie économique, qui tend à se substituer à la bourgeoisie traditionnelle.

Les intérêts à court terme de ces deux couches bureaucratiques ne se rejoignent pas entièrement aujourd'hui. La bureaucratie « ouvrière » conserve des attaches avec le prolétariat ; elle en subit la pression et, finalement, c'est en tant que « représentante » des travailleurs qu'elle a une force.

Mais le modèle de société qu'elle propose : propriété étatique, planification, direction de l'économie et de l'entreprise confiée à des spécialistes, hiérarchie sociale fondée sur « la compétence », adaptation de l'homme aux exigences de l'industrie, élévation contrôlée du niveau de vie en vue d'une consommation elle-même déterminée par les nécessités de la production, prise en charge par l'Etat de toutes les activités sociales et culturelles, ne diffère pas essentiellement du modèle vers lequel la bureaucratie économique pousse la société de nos jours.

Les organisations qui constituèrent les instruments de la lutte du prolétariat pour le socialisme, le creuset où se forgeait sa conscience révolutionnaire, sont actuellement des corps toujours mieux adaptés à un régime capitaliste que la bureaucratie « ouvrière » cherche simplement à aménager en fonction de ses propres intérêts. Mais la dégénérescence ne s'est pas arrêtée là : le programme lui-même a changé de signe. Ce qui constitua pendant longtemps, pour le mouvement ouvrier, un programme de « transition » vers le socialisme, l'ensemble de mesures de contrôle et d'étatisation qui devaient ouvrir la voie vers la société sans classes, est devenu pour l'essentiel le programme des couches bureaucratiques qui sont à l'avant-garde du capitalisme.

COMMENT EN EST-ON ARRIVE LA ?

La bureaucratisation du mouvement ouvrier n'a été, en un sens, qu'une manifestation de la survie du capitalisme dans le prolétariat lui-même. Elle traduit l'impossibilité où la classe ouvrière s'est trouvée jusqu'ici de se dégager en permanence de l'influence qu'exercent sur elle les modèles d'organisation, les conceptions, les attitudes considérés comme « normaux » dans la société capitaliste ; l'impossibilité d'assurer de façon permanente la gestion de ses propres affaires, de ses propres luttes. La bureaucratisation a mis en évidence que sa tendance à se constituer en force autonome, à se diriger elle-même, est constamment contre-balancée par la tendance à accepter une direction séparée, spécialisée, de même qu'elle est contrainte de l'accepter dans la production.

Cela ne signifie évidemment pas que la bureaucratie était inéluctable ni que la lutte du prolétariat pour se diriger d'une façon autonome soit vouée à l'échec. Car le renforcement de la bureaucratie et la dégénérescence des organisations ont eu lieu au cours d'un long développement historique qui a été lui-même façonné par la lutte des classes et non pré-déterminé par des « nécessités inéluctables ». La seule nécessité réelle pour que la lutte pour le socialisme soit autre chose qu'une utopie c'est l'existence d'un prolétariat nombreux et concentré, ce qui suppose un haut degré de développement des forces de production. A partir de là — et ces conditions étaient présentes dans les principaux pays d'Europe dès la fin de la première guerre mondiale — c'est la capacité du prolétariat d'accéder à la conscience révolutionnaire, c'est sa capacité de « s'auto-diriger », qui devient l'élément fondamental de la lutte pour le socialisme. Certes, cette capacité ne peut s'affirmer, se traduire en actes, qu'en fonction du cadre social dans lequel il vit et travaille. Mais aussi une lutte victorieuse ou vaincue, une expérience positive ou une révolution avortée, et même la façon dont l'échec se produit, peuvent avoir des profondes conséquences, non seulement sur la capacité révolutionnaire du prolétariat mais sur le cadre même qui conditionne sa lutte. Ainsi la victoire de la révolution d'octobre 17 en Russie, sa dégénérescence en régime bureaucratique ont affecté pour des décennies les conceptions et les moyens de lutte du mouvement ouvrier ; en ouvrant la voie au pouvoir de la bureaucratie, en transformant la Russie du Tsar en la deuxième puissance industrielle du monde, elles ont bouleversé les rapports de force mondiaux et changé l'évolution même de la société capitaliste.

Aujourd'hui, les conditions permettant une prise de conscience révolutionnaire par le prolétariat se reconstituent sous le capitalisme moderne, mais elles ne sont plus celles de la période 17-23, et le contenu même de cette conscience ne peut être que beaucoup plus vaste et profond.

L'opposition prolétariat-bureaucratie qui tend à devenir l'antagonisme fondamental de la société moderne à l'Est et à l'Ouest ne pouvait pas apparaître comme déterminante pendant la période où la bureaucratie — économique et politique — était encore en voie de constitution. Si le prolétariat s'est déjà heurté à ses appareils « ouvriers » au cours de cette période, il ne pouvait pas encore identifier comme ennemie une couche sociale dont les fonctions étaient ambiguës et les contours indécis.

De même, ce qui était tenu pour un programme de « transition » vers le socialisme ne pouvait apparaître et être critiqué comme un programme de capitalisme d'Etat que dans la mesure où, dans la société elle-même, le capital passait aux mains de l'Etat ou se liait à lui, et où la bureaucratie « ouvrière » d'un côté, la bureaucratie économique de l'autre assumaient dans les secteurs étatisés des fonctions dirigeantes.

C'est au cours d'une longue marche qui n'a été ni linéaire ni pacifique que le programme a changé de signification. C'est parce que cette évolution s'est accomplie au travers de crises et de guerres, dans un monde où les périodes d'expansion étaient suivies de périodes de chômage massif et de misère extrême, où les intérêts privés des capitalistes se heurtaient non seulement entre eux mais aussi à toutes les tentatives de l'Etat d'imposer une discipline, une réglementation efficace, bref dans un monde où capital et propriété privée semblaient être une seule et même chose et où le capital était synonyme d'anarchie du marché que l'étatisation de l'économie et la planification paraissaient des objectifs spécifiquement révolutionnaires. Et l'opposition, longtemps irréductible, de larges couches de la classe bourgeoise, non seulement à des mesures de ce type mais encore à toute extension des fonctions de l'Etat, ne pouvait qu'ancrer cette croyance chez les travailleurs. C'est ce qui explique l'appui accordé par eux, dans différents pays et à différentes époques, aux nationalisations et autres « mesures sociales » prises par les gouvernements de gauche ; c'est ce qui explique leur soutien aux organisations dont le programme visait, à long ou à court terme, la liquidation de la propriété privée capitaliste.

⁂

Si ce programme a pu rester pendant une longue étape celui du mouvement ouvrier, cela n'a pas résulté d'une espèce de « péché originel » dont Marx serait le coupable et qui aurait faussé le sens et les objectifs de la lutte. Le « Marx-théoricien-de-la-bureaucratie » n'est qu'une divagation d'intellectuels en déconfiture théorique. Le mouvement ouvrier a affirmé dès le début — et pas seulement sous la plume de Marx — que son objectif était l'abolition du salariat, la constitution d'une société sans exploitation, sans Etat et sans classes où le travailleur dominerait la production au lieu d'être dominé par elle.

Mais le contenu du programme de lutte et de transformation révolutionnaire de la société ne pouvait être formulé qu'en étroite dépendance des conditions concrètes du développement du capitalisme et du mouvement ouvrier. Au début du XXème siècle, la majorité des organisations ouvrières envisageait cette transformation comme le triomphe du parti prolétarien porté au pouvoir par les masses et procédant, à partir de là, à une série de bouleversements dans l'économie et la société. Pendant une première phase de « transition » entre le capitalisme et le socialisme, il s'agissait de supprimer la propriété privée des moyens de production et de distribution, de procéder à une planification et d'appliquer un ensemble de mesures qui, en libérant les capacités créatrices des masses, provoqueraient un accroissement tel de la production qu'il serait alors possible de passer à une étape supérieure. Cette deuxième phase se caractériserait par la disparition des classes ,le dépérissement de l'Etat, l'abondance des produits, la transformation du travail lui-même, qui, de « moyen de vivre » deviendrait « première nécessité vitale » permettant l'épanouissement de l'homme. On passerait ainsi du « règne de la nécessité au règne de la liberté ».

Certes, le mouvement ouvrier de cette époque a connu des profondes divergences, des scissions. La social-démocratie réformiste comptait à la fois sur l'action graduelle et légale des organisations ouvrières et sur une évolution du capitalisme amenant de manière pour ainsi dire mécanique le socialisme comme un fruit mûr, alors que dans la réalité quotidienne elle pratiquait une politique de collaboration de classes et de crétinisme parlementariste. Les révolutionnaires marxistes, par contre, comptaient sur l'action et l'initiative des masses pour détruire d'un seul coup par l'insurrection la classe dominante et ses institutions politiques. Cependant, au-delà de cette prise violente du pouvoir, les révolutionnaires, pas plus que les réformistes, n'ajoutaient rien au programme traditionnel.

La première guerre mondiale et la crise révolutionnaire qui suivit soumirent le mouvement ouvrier à sa première grande épreuve.

LA PREMIERE GRANDE EPREUVE

La faillite du mouvement politique et syndical réformiste est alors totale. Il prêche l'Union Sacrée pour la défense des patries capitalistes, puis, lorsque les révolutions de Russie, d'Allemagne, de Hongrie, les grèves et les émeutes dans toute l'Europe ébranlent le régime bourgeois, il se met carrément du côté des gouvernements.

Cependant, les fractions les plus avancées de la classe ouvrière rompent avec le réformisme, l'Internationale Communiste est constituée en 1919 : elle établit comme objectif immédiat le renversement du capitalisme et la prise du pouvoir par le prolétariat en Europe.

En même temps l'action des masses va bien au-delà du programme socialiste traditionnel ; elle ne vise pas seulement à porter un parti ouvrier au pouvoir et à nationaliser l'économie. En Russie comme en Allemagne, en Hongrie comme en Italie, les travailleurs constituent sous des formes diverses (soviets, conseils de fabrique, conseils d'ouvriers et de soldats, comités d'usine) des organismes autonomes.

Pour la première fois dans l'histoire du prolétariat les embryons de leur pouvoir surgissent des masses elles-mêmes ; pour la première fois l'action des masses tend à créer un nouveau type d'Etat fondé sur le réseau des soviets ou conseils et un nouveau mode de gestion collective de la production fondé sur les comités d'usine.

Mais l'échec de la révolution en Europe ne permet pas à ces tentatives de se développer. Face à un capitalisme plus fort et à un réformisme mieux enraciné qu'on ne l'avait pensé, l'avant-garde ouvrière se trouve rapidement isolés.

La révolution n'est victorieuse qu'en Russie, pays très arriéré où la classe ouvrière, quoique concentrée dans de grands centres industriels, ne représente qu'une petite partie de la population. Et cette révolution elle-même subit bientôt une grave régression : la remise en route de la production et la défense militaire ont comme contrepartie la création d'un appareil étatique détaché des masses et formé par une bureaucratie de plus en plus nombreuse ; le rôle des soviets et des comités de fabrique se transforme ; ils perdent leur caractère d'organismes de masse et de pouvoir pour devenir des simples rouages de transmission. Parallèlement, le parti bolchévik s'intègre peu à peu à l'appareil d'Etat, avec lequel il finit par se confondre ; il commence lui-même à se bureaucratiser, à fonctionner comme une machine administrative. Bientôt, avec le triomphe du stalinisme, le pouvoir de la bureaucratie s'affirme nettement, les travailleurs sont désormais réduits au rôle de simples exécutants. La bureaucratie stalinienne élimine les éléments révolutionnaires du parti et de la classe ouvrière et, à travers les plans quinquennaux, renforce sa puissance en supprimant les couches sociales encore liées à la propriété privée (propriétaires paysans, petits-bourgeois, commerçants et artisans des villes).

... ET SES CONSEQUENCES

Sur le plan international, l'immense prestige de la révolution russe d'une part, l'échec des révolutions en Europe d'autre part, permettent à la bureaucratie « communiste » de Moscou d'exercer un contrôle total sur les partis de la IIIème Internationale. Dès lors, ces derniers renoncent à toute réflexion sur les causes et les effets de l'échec subi, à toute tentative de fonder leur politique sur l'expérience propre au prolétariat européen. Ils se bornent désormais à reproduire les « analyses » fabriquées au Kremlin pour défendre, sous couvert d'un « marxisme-léninisme » à la fois figé et déformé, les besoins de la bureaucratie russe au pouvoir. Incapables de saisir la signification historique des créations de la classe ouvrière au cours de la période révolutionnairie qui vient de prendre fin — les soviets, les conseils ouvriers — ils identifient carrément l'étatisation au socialisme, la dictature d'un parti à la dictature du prolétariat. Les partis communistes staliniséś vont constituer ainsi — à un degré non moindre que la vieille social-démocratie — un des principaux obstacles au renouvellement de la pensée et de l'organisation du prolétariat. En effet, dans la mesure où leur attachement à l'URSS et leur programme d'étatisation les opposent à la bourgeoisie traditionnelle, ils conservent une apparence révolutionnaire pour les ouvriers et les intellectuels qui rompent avec le réformisme ; mais, en même temps, cette influence ne fait que stériliser leur révolte dans une orthodoxie pétrifiée et une obéissance aveugle aux directives des staliniens.

Face à un prolétariat profondément divisé et idéologiquement désarmé, le capitalisme parvient à surmonter la crise économique des années 30 et ses graves conséquences sociales. En Espagne, la lutte armée des ouvriers et des paysans pour instaurer un socialisme fondé sur la gestion collective de l'industrie et l'agriculture, se heurte non seulement aux troupes franquistes, mais, dans le camp « républicain », à l'opposition déterminée de la vieille social-démocratie et du parti communiste soutenu par l'URSS. Ce parti affirme : « L'heure n'est pas à la révolution socialiste, mais à la défense de la République démocratique bourgeoise ». Franco triomphe. En France, au même moment, la vague gréviste de 1936 est stoppée à la fois par le Gouvernement de Léon Blum et par le parti communiste qui déclare par la bouche de Thorez : « Il faut savoir terminer une grève ». Les conquêtes de juin 36 sont détruites en 37 et 38 par la même Chambre qui avait porté le Front Populaire au pouvoir. En Allemagne, le fascisme a triomphé trois ans plus tôt sans rencontrer de résistance organisée.

La deuxième guerre mondiale éclate en 39. L'alliance de l'URSS avec les puissances occidentales, conclue en 41, entraîne celle des partis communistes avec la social-démocratie et la bourgeoisie. Les hostilités terminées, cette alliance suffit, en dépit de la misère régnant en Europe, à étouffer toute tentative de subversion. Sous le drapeau des nationalisations et autres mesures dites socialisantes, les travailleurs sont invités à « retrousser les manches », à « produire » pour reconstruire l'économie capitaliste. En France c'est le gouvernement de Gaulle-Thorez-Bidault.

(suite page 3)

CAPITALISME ET SOCIALISME

L'exploitation et l'insécurité de l'emploi caractérisent la situation des travailleurs dans les pays industriels avancés. Certes, toute le monde mange à sa faim. Mais le relèvement du niveau de vie s'est accompli dans une société en plein développement. Cela veut dire que *par rapport à la richesse globale produite* le niveau de vie des travailleurs n'est pas plus élevé qu'il y a trente ans : *la part* du produit social que la classe travailleuse reçoit sous forme de salaire et d'avantages sociaux pour « entretenir et reproduire sa force de travail » n'est pas plus grande actuellement. L'écart entre la valeur produite par le travailleur et la valeur que contient son salaire ne diminue pas, au contraire : l'accroissement de la productivité du travail est si considérable que cet écart tend même à augmenter, et avec lui *l'exploitation*.

Mais surtout, la lente élévation du niveau de vie depuis vingt ans n'est pas le résultat automatique de l'augmentation de la production et de l'accroissement de la productivité. Il ne s'agit pas d'un « phénomène économique » indépendant de la lutte des classes. Elle découle avant tout de la résistance obstinée de la lutte incessante des travailleurs au cours de ces deux décades. D'autre part, l'élévation du niveau de vie n'est ni uniforme ni continue. Ce niveau reste très bas pour des couches importantes de la population ; l'augmentation du pouvoir d'achat, sévèrement contrôlée par l'Etat, subit des arrêts, des contrecoups ; l'insécurité de l'emploi, provoquée aussi bien par les récessions temporaires que par l'automatisation, la concentration des entreprises plonge périodiquement des milliers de salariés de telle ou telle branche dans des conditions d'existence précaires.

Dans les grands pays industriels, depuis quinze ou vingt ans, le capitalisme a été capable d'assurer aux travailleurs un niveau de consommation jamais atteint dans le passé. Mais ce n'est qu'au prix d'une intensification de l'exploitation que le capitalisme a pu consentir un tel niveau de consommation, c'est-à-dire en amplifiant l'esclavage industriel qui constitue la base même du système.

En effet, le capitalisme, ce régime plus que tout autre dans l'histoire a placé le travail au centre des activités humaines, dénie au travailleur toute possibilité d'initiative, de décision en ce qui concerne les conditions et la durée, la nature et les buts de son activité productive. Il lui dénie tout pouvoir sur le produit comme sur les instruments de production. Il tente consciemment de le réduire à l'état de robot.

L'ouvrier ou l'employé ne travaillent que pour gagner leur vie : dès que la journée commence, les huit ou neuf heures qu'ils vont passer dans « la boite » se dressent devant eux comme un mur d'ennui et de fatigue ; ils n'ont le sentiment de commencer « à vivre » que lorsqu'ils quittent l'usine ou le bureau. De ce fait, le travail représente une mutilation permanente de leurs capacités, un gaspillage continu de leurs forces créatrices.

Dans les pays industriels avancés, le socialisme doit puiser ses raisons dans la situation réelle du travailleur dans la société moderne, et avant tout dans la production. Il a pour but de supprimer l'esclavage industriel. Et il ne peut le faire qu'en détruisant la racine même du système actuel : les rapports de production capitalistes.

RAPPORTS DE PRODUCTION ET FORMES DE PROPRIETE

Les rapports de production capitalistes sont les rapports que les hommes établissent entre eux dans la production quotidienne des objets et des services qui assurent leur vie matérielle. Ce sont donc des rapports sociaux, des rapports entre classes.

Dans le rapport qui s'établit entre l'employeur et le salarié, les positions des deux parties sont absolument différentes. Cette différence découle de leur relation différente avec les moyens de production. Tandis que l'employeur possède (directement ou indirectement) ces moyens, les travailleur ne possède que sa force de travail. Il échange donc sa force de travail (comptée en heures de travail) contre un salaire qui lui permet de se procurer de quoi vivre. La valeur qu'il ajoute au produit en le transformant par son travail — la plus-value — est accaparée par l'employeur, qui décide ensuite de sa répartition entre sa consommation personnelle, l'investissement, etc. Basé sur *le salariat*, le rapport capitaliste de production et un *rapport d'exploitation*.

Mais ces rapports présentent aussi un autre aspect : l'employeur et se représentants détiennent le monopole de l'organisation et de la gestion de l'activité productive, les travailleurs n'étant que des simples exécutants. Cela signifie qu'au cours de cette activité, le travailleur est étroitement soumis aux besoins de la production, qu'il est considéré comme un simple appendice de la machine, que son rythme de travail, ses gestes, ses horaires, de même que son embauchage et son licenciement, sont directement subordonnés aux nécessités du complexe productif. De ce point de vue, pour l'employeur, pour le dirigeant de l'entreprise, le travailleur n'est pas un homme.

L'oppression, la mutilation quotidiennes que subit le travailleur ne découlent pas d'un « maléfice » qui serait inhérent à « l'univers mécanique ». Non, les machines ne sont pas responsables. La condition actuelle du travailleur découle directement des rapports établis entre les deux classes sociales qui participent à l'activité productive, rapports que la classe dirigeante justifie et défend avec tout un arsenal de lois et d'institutions politiques et répressives.

Or, ce type de relations ne disparaît pas par un simple changement de *la forme* de la propriété. En devenant propriété de l'Etat — comme en U.R.S.S. et dans les autres pays dits socialistes — les moyens de production ne deviennent pas forcément propriété des travailleurs, l'exploitation, le salariat ne disparaissent pas automatiquement, l'oppression dans le travail, la subordination de l'homme à la machine ne nos pas nécessairement supprimées.

En fait, l'image que ces pays offrent actuellement est la suivante :

1) Les moyens de production appartiennent à l'Etat.

2) L'Etat appartient en fait, sinon en droit, à une bureaucratie écono-

(suite page 4)

Prolétariat et Bureaucratie

(suite de la page 2)

La dégénérescence de l'avant-garde constituée en 1919 était complètement achevée : non seulement en URSS le parti ex-bolchévik n'était plus que le représentant de la bureaucratie, mais dans plusieurs pays d'Occident les partis communistes se trouvaient au pouvoir avec les représentants du capital.

Ces partis n'étaient désormais séparés de la social-démocratie que par leur attachement au régime russe et aux méthodes du stalinisme. Bientôt cependant, avec la mort de Staline et la montée du khrouchtchévisme, cet attachement lui-même commençait à se relâcher. Et la crise provoquée par le schisme chinois a fini par placer les partis communistes devant la nécessité de déterminer eux-mêmes leur politique ; la tendance profonde de la majorité des cadres dirigeants dans chaque pays à mieux s'adapter aux « intérêts nationaux » se trouve ainsi libérée du carcan longtemps imposé par Moscou ; il en résultera sans doute un rapprochement encore plus net avec les partis réformistes.

Il est impossible, et il serait vain de décider aujourd'hui si cette étape du mouvement ouvrier était « inévitable ou pas ». L'histoire n'est pas un film en bobines qu'il suffit de dérouler, mais le produit de l'action des hommes.

Les tentatives d'autogestion, la constitution de soviets et conseils, de comités d'usine en 17, en 18-23 puis en 36-37, prouvent qu'au cours même de cette étape la classe ouvrière a essayé de donner un contenu nouveau au socialisme chaque fois qu'elle est parvenue à secouer la domination capitaliste. Ses fractions les plus avancées ont montré ainsi— et chaque fois **contre** les anciennes organisations constituées — que la révolution ne pouvait plus se limiter à une « prise du pouvoir » mais devait être avant tout la suppression radicale et immédiate du rapport capitaliste -à sa racine, c'est-à-dire dans la production, à l'entreprise, et que ce rapport ne pouvait être supprimé que par la gestion ouvrière.

LA BUREAUCRATISATION DU CAPITALISME ET L'EXPERIENCE PROLETARIENNE

Cependant, l'échec de ces tentatives et la bureaucratisation du mouvement ouvrier qui est allée en s'aggravant ont permis au capitalisme non seulement de survivre mais de se transformer profondément.

Dans les grands pays industriels d'Occident, la concentration des forces de production s'est poursuivie, dépassant la phase des monopoles. Concentration et développement technique ont entraîné des investissements toujours plus grands, qui appelaient l'intervention de l'Etat. Le secteur économique géré par celui-ci — entreprises nationalisées, entreprises mixtes, participations, etc. — s'est considérablement étendu, en même temps que se développait son intervention indirecte par le canal des aides, des subventions et des crédits, ainsi que des commandes passées aux entreprises. La planification de l'économie — même à titre indicatif — accroît encore ses pouvoirs, qui couvrent maintenant, en pratique, les domaines de l'emploi, des horaires de travail, du logement, et de la consommation de la classe travailleuse, et s'étendent progressivement à toutes les activités sociales. De simple instrument de coercition, l'Etat devient le pivot de la vie économique et tend à se transformer en instrument de gestion des forces de production par la classe dominante. Mais cette classe elle-même n'est plus celle des années d'avant-guerre.

A l'entreprise, le capital est de moins en moins personifié par un patron ; il est représenté par la couche bureaucratique chargée de diriger et de contrôler le travail, par la bureaucratie économique. Sans même parler du secteur public, où est aujourd'hui « le patron » chez Bull, chez Citroën ou à la compagnie Péchiney ? Qui est le patron d'Usinor, d'Ugine, de Saint-Gobain? De moins en moins les travailleurs se trouvent en face d'un patron secondé par quelques chefs ; c'est à tout un réseau de dirigeants, de bureaucrates organisateurs, d'une part, et à l'Etat d'autre part, qu'ils ont affaire.

Au sein de l'entreprise, la bureaucratie économique remplit les fonctions d'une classe dominante ; elle est perçue par les travailleurs comme le « patron collectif ».

Quant à l'Etat, l'extension de sa gestion économique directe non seulement ne supprime pas l'exploitation, comme le prétendait le vieux programme socialiste, mais elle fait de cet Etat aussi — c'est-à-dire de la bureaucratie qui le dirige en fait — un « patron collectif » ; et le contrôle qu'il exerce dans tous les domaines de la vie dévoile, à mesure qu'il croît, son but réel : garantir le système d'exploitation. Sur ce rôle actuel de l'Etat les travailleurs du secteur public n'ont certes plus rien à apprendre, mais ce sont maintenant tous les travailleurs qui le perçoivent de plus en plus clairement ; et non seulement en tant que producteurs et salariés, mais aussi en tant que consommateurs, chefs de famille, locataires, malades, usagers des transports, téléspectateurs, vacanciers, etc.

La transformation du capitalisme — sa « bureaucratisation » — est restée voilée à ses débuts ; l'étatisation a pu conserver un caractère anti-capitaliste, et même révolutionnaire. Nous sommes aujourd'hui en pleine bureaucratisation, et, sous une forme ou sous une autre, à un rythme plus ou moins rapide, elle ne peut que se poursuivre. La signification sociale de cete transformation apparaît au grand jour. Pour déceler le rôle véritable de la couche sociale qui incarne le développement « bureaucratique » du capitalisme, les raisonnements et les analyses théoriques sont presque superflus : la bureaucratie est devenue pour les travailleurs un ennemi en chair et en os.

Peut-on dire la même chose de la bureaucratie « ouvrière », syndicale et politique ?

Il est vrai que les travailleurs n'ont pas rompu avec les partis et les organisations syndicales qu'elle contrôle. En particulier, ils continuent d'utiliser le canal des syndicats pour défendre leurs intérêts immédiats. C'est que les travailleurs ne peuvent pas attendre. Ils sont forcés de réagir quotidiennement contre l'exploitation et l'asservissement dans le travail. Et ils n'ont actuellement d'autres instruments à leur disposition.

Mais si les ouvriers et les employés votent pour telle ou telle centrale aux élections de délégués, ils répugnent à prendre la carte, et même inscrits ils participent rarement aux assemblées syndicales. « Manque de conscience de classe », disent les syndicalistes. Mais quelle est l'influence réelle des assemblées syndicales de base sur l'orientation de la centrale ? ou même sur les mouvements revendicatifs ? Au moins une fois sur deux, n'est-ce pas par les journaux qu'on apprend qu'une grève est envisagée ?

Quant aux partis — « socialistes », « communistes » — en dépit de leur dégénérescence, de leur intégration plus ou moins poussée aux institutions capitalistes, il est vrai qu'ils apparaissent encore à la majorité des travailleurs comme le seul contrepoids aux formes les plus sévères d'oppression et de discrimination, comme les seules forces d'opposition à la dictature du capital. Mais leur appui à ces partis se manifeste essentiellement sur le plan électoral ; ils ne considèrent plus ces organisations comme leurs propres créations ; pour eux, c'est quelque chose d'extérieur. Et quand ils y militent, c'est bien souvent comme « un moindre mal », « parce qu'il n'y a pas autre chose ».

Aux yeux de l'immense majorité de travailleurs, partis et syndicats actuels sont des organismes sur lesquels ils n'ont le moindre pouvoir.

Cette attitude de la plus grande partie de la classe ouvrière est le fruit logique du rôle que les appareils politiques et syndicaux ont joué depuis de longues années. En effet, chaque fois que la lutte ouvrière tend à mettre en péril la stabilité du système, risque de créer une situation de crise sociale aiguë, elle rencontre l'opposition — ouverte ou larvée — des états-majors des partis et des syndicats. En France, de la grève Renault en 47 à la grève des mineurs en 63, l'histoire des luttes ouvrières depuis la Libération est celle des mouvements sabotés, fractionnés et finalement étouffés par la bureaucratie syndicale et politique.

Cependant, pour cette bureaucratie, les possibilités de manœuvre vont en s'amenuisant. Non qu'elle n'ait pas l'expérience et le talent nécessaires. Mais c'est qu'elle se trouve dans une situation contradictoire.

La classe dominante, qui offre maintenant aux appareils « ouvriers » une place stable dans le système, compte sur eux pour faire accepter aux travailleurs leur asservissement définitif en échange d'une augmentation contrôlée de leur niveau de vie. Toutefois, cette augmentation est loin d'être automatique : le niveau des salaires reste soumis aux nécessités de la concurrence, nationale et internationale, qui exige que chaque entreprise ait des prix de revient compétitifs ; les possibilités réelles de consommation sont également limitées par les licenciements, les déclassements, les transferts que la modernisation et la concentration provoquent ; elles le sont encore par les besoins de l'Etat qui accroît sans cesse ses dépenses et, par des procédés divers, en fait supporter le poids à la population travailleuse.

Ainsi, la contrepartie offerte par les dirigeants capitalistes — la consommation — n'est ni « suffisante » ni garantie ; elle apparaît même comme dérisoire si on la compare à l'augmentation continue de la productivité du travail et à l'extraordinaire accroissement des richesses produites.

Dans le domaine des salaires, du niveau de vie, l'opposition entre la classe prolétarienne et la classe dirigeante demeure irréductible.

Or, si la bureaucratie « ouvrière » est capable d'exercer une certaine pression sur les patrons et l'Etat dans ce domaine, elle ne peut désormais le faire que dans des limites très étroites ; en pratique, elle ne peut avancer d'autres revendications que celles compatibles avec l'expansion de l'économie capitaliste, ni d'autres méthodes de lutte que celles strictement admises par la légalité bourgeoise. Il lui est donc de plus en plus difficile, même sur ce terrain, d'apparaître comme le défenseur inconditionnel **et efficace** des intérêts de la classe ouvrière.

Mais c'est dans le domaine du travail lui-même que sa position, aujourd'hui inconfortable, peut devenir demain intenable. Car l'évolution de la société industrielle pousse les travailleurs à étendre leurs revendications à tous les aspects de leur activité salariée : horaires, conditions, emploi, etc. Et ce mouvement de riposte à l'asservissement qui leur est imposé tend à les amener finalement à poser la question de l'organisation même de l'entreprise, c'est-à-dire le problème de la gestion.

A la longue, la bureaucratie « ouvrière » ne pourra pas se contenter de réclamer seulement une augmentation du niveau de vie si elle veut conserver quelque influence sur les travailleurs. Elle devrait répondre, ne serait-ce qu'en partie, aux revendications nouvelles qui peu à peu se font jour. Mais, ce faisant, elle risquerait de se heurter non seulement aux directions des entreprises mais à l'Etat; elle serait amenée à poser la question des structures économiques et sociales, et finalement la question de la gestion. Il est vrai qu'à ce problème elle propose une solution : la nationalisation. Mais cette solution, qui rejoint, quant au fond, les conceptions défendues par les groupes les plus conscients de la bureaucratie économique capitaliste, n'est qu'une fausse réponse ; elle ne peut pas être acceptée par les travailleurs dont un bon nombre fait depuis des années l'expérience de l'Etat-patron et qui, en tout cas, ne sont pas prêts à se battre pour un tel objectif.

Si les revendications dans le domaine du travail s'étendent et se radicalisent, si les actions dans cette direction s'intensifient, les conflits entre la base et les appareils bureaucratiques « ouvriers » ne pourront que se généraliser et s'approfondir. Des conditions concrètes seront ainsi créées permettant aux travailleurs non seulement de prendre pleinement conscience du rôle actuel joué par ces appareils, mais aussi de développer des initiatives fécondes en ce qui concerne les buts et l'organisation des luttes du prolétariat.

CAPITALISME ET SOCIALISME

(Suite de la page 3)

mique et politique qui détient les fonctions dirigeantes.

3) La classe travailleuse ne possède rien d'autre que sa force de travail.

4) Elle échange cette force de travail contre un salaire, payé par le possesseur des moyens de production, l'Etat, c'est-à-dire la bureaucratie.

5) La bureaucratie dispose de la plus-value produite par les travailleurs, décide de sa répartition suivant une planification qu'elle a elle-même établie, fixe le niveau des salaires, etc.

6) La situation du producteur à l'usine ou au bureau vis-à-vis de son travail, du produit, de la direction, des systèmes de rémunération, est identique à celle du producteur des pays capitalistes classiques.

La forme de la propriété — privée ou étatique — ne change donc rien aux rapports de production eux-mêmes. Il peut y avoir des rapports de production de type capitaliste aussi bien avec propriété privée qu'avec propriété étatique.

QU'EST-CE QUE LE SOCIALISME ?

Le socialisme c'est avant tout la suppression de l'exploitation, l'abolition du salariat, la subordination de la production aux besoins de l'homme, l'autodétermination par les travailleurs de la nature et des buts de la production, de la durée et des conditions de leur travail.

Supprimer l'exploitation ne signifie pas supprimer le surproduit — donner à chacun la totalité de ce qu'il produit — mais supprimer l'appropriation de ce surproduit par une minorité privilégiée monopolisant les fonctions dirigeantes.

Abolir le salariat ne signifie pas puiser librement dans la masse des richesses produites, mais ne plus être obligé de **se vendre** — à un patron ou à l'Etat — pour avoir de quoi vivre, cesser d'être une marchandise qu'on achète.

Subordonner la production aux besoins de l'homme signifie cesser d'être un appendice de la machine, une pièce qu'on rejette après usure.

Déterminer la nature et les buts de la production, la durée et les conditions du travail signifie participer consciemment à l'activité productive, participer à la gestion collective de la production.

La gestion de la production par les travailleurs est la pierre angulaire du socialisme.

Parce qu'elle vise le fondement même de la condition prolétarienne, la gestion de la production par les travailleurs donne au socialisme un contenu réel, immédiat, non utopique. Le socialisme cesse d'apparaître comme une société où, les patrons n'existant plus, « le bonheur » serait assuré en quelque sorte par définition — et l'on sait qu'en U.R.S.S. tout comme en France « le bonheur » est mesuré aux kilos de beurre et aux postes de télévision consommables. Le socialisme apparaît comme l'aboutissement de la lutte des travailleurs contre l'esclavage industriel et contre la classe dirigeante qui veut le maintenir.

Dès aujourd'hui, en effet, la résistance des travailleurs à l'exploitation tend à se transformer en lutte contre l'esclavage industriel, contre l'organisation capitaliste de la production; les travailleurs soulèvent ainsi, même s'ils n'en sont pas actuellement conscients, des problèmes d'un type nouveau, problèmes que seule une gestion de la production par les producteurs eux-mêmes serait capable de résoudre.

La lutte contre l'organisation capitaliste de la production n'est certes pas « une nouveauté ». Elle existe depuis un siècle. Mais dans les conditions du capitalisme moderne, les revendications concernant les rythmes et les conditions de travail, les horaires imposés, les déclasements, les transferts, les licenciements — c'est-à-dire les revendications portant directement sur la condition d'objet, de robot, à laquelle le capital veut réduire le travailleur — prennent une intensité croissante, apparaissent de plus en plus souvent dans les luttes, et d'autant plus souvent que l'appareil productif se concentre davantage.

Ce qui est important du point de vue du socialisme, ce n'est pas que ce type de revendication remplace les revendications visant à l'augmentation des salaires, du niveau de vie. Les luttes pour des meilleurs salaires conservent toute leur signification .Si l'on se place, en effet, sur le terrain de la classe et non sur celui des individus, il n'y a aucune espèce d' « embourgeoisement » à réclamer 10 centimes de plus de l'heure, et plus généralement à réclamer une part plus grande de la richesse produite. Seuls des sectaires impénitents ou des intellectuels « déçus » (jouissant eux-mêmes la plupart du temps de confortables revenus) peuvent y trouver à redire. Ce qui est important c'est que la lutte contre l'organisation capitaliste de la production. en se combinant justement avec la lutte pour les salaires, tend à former un tout portant sur tous les aspects de l'oppression capitaliste, et doit se heurter inévitablement à la politique unitaire, planificatrice de la classe dominante et de son Etat.

Ni la situation qui est faite à la classe travailleuse dans la production, ni même la volonté de cette classe de se libérer ne suffisent à montrer qu'il est possible d'instaurer et de maintenir une société socialiste. Pour être autre chose qu'une utopie, le socialisme doit apparaître comme la seule solution positive à la crise du monde moderne, doit constituer le seul modèle d'organisation des activités productives et sociales permettant à l'humanité de franchir le dangereux carrefour actuel et d'aborder une phase nouvelle et décisive de son histoire.

C'est parce que le monopole exercé sur la gestion par une minorité privilégiées entrave le libre essor des capacités productives, techniques et humaines que l'organisation de l'activité productive par tous les travailleurs, la suppression de la division entre appareil de direction et masse d'exécution, l'adhésion consciente des producteurs à leur travail, apparaissent comme des bouleversements à la fois positifs et réalisables, et seuls capables de mettre fin aux contradictions du système actuel.

La gestion capitaliste de l'entreprise, en effet, n'entraine pas seulement l'exploitation du travailleur et sa subordination aux besoins du complexe productif. Elle est, comme nous l'avons déjà montré, la source d'un conflit permanent, car elle suscite la résistance continuelle, ouverte ou larvée, des producteurs aux conditions de la production. Alors que la direction doit sans cesse pousser à l'accélération du travail, à l'accroissement du rendement, le travailleur s'oppose quotidiennement à cette tentative ; alors que la direction essaie constamment de transformer les travailleurs en une poussière d'unités engagées dans un processus de production dont les tâches sont pourtant toujours plus interdépendantes. alors qu'elle prétend ne traiter qu'avec des individus, les travailleurs refusent de s'ignorer les uns les autres, résistent à cette atomisation et tentent de récréer une collectivité pour s'entraider dans le travail et pour mieux se défendre.

De ce heurt continuel, de cette lutte de classes permanente, découle un gaspillage immense, une perte incroyable de travail.

L'une des formes les plus apparentes de ce gaspillages réside dans le développement monstrueux de l'appareil de direction de l'entreprise. Puisqu'on a morcellé à l'extrême les tâches, atomisé les producteurs, dénié au travailleur toute initiative en le réduisant à la fonction de simple exécutant, il faut que ces tâches soient non seulement très exactement prévues d'avance, mais définies et mesurées avec une grande précision et minutieusement coordonnées aux différentes étapes et aux divers échelons par *un organisme spécifique, séparé*. Cet organisme doit, en outre, instaurer un contrôle permanent tout le long du processus de production, en même temps qu'une information ininterrompue concernant le cours de cette production. La création d'un tel appareil qui prétend faire tout par lui-même, non seulement sans les exécutants *mais contre eux*, exige naturellement l'emploi d'un nombre considérable de personnes, de spécialistes, d'organisateurs, de contrôleurs de toute sorte. A leur tour, ces gens ont besoin d'aide, de personnel auxiliaire. L'appareil se gonfle, en son sein même apparaissent aussi des rapports direction-exécution, naissent et éclatent des conflits. Mais surtout, face à l'indifférence ou à la résistance de l'exécutant, le contrôle, c'est-à-dire *la coercition*, devient la fonction principale de l'appareil de direction. C'est ainsi que, même sans compter les services directement liés à l'existence du marché (services commerciaux, publicité, etc.), l'activité d'une bonne partie des « bureaux » d'une grande entreprise moderne n'est nullement justifiée par la technicité et la complexité des opérations, mais découle directement du caractère capitaliste de la gestion.

Il est vrai que l'appareil de direction arrive tant bien que mal à assurer le fonctionnement de l'entreprise : c'est au prix non seulement de la déshumanisation totale du travail, mais encore d'une perte incroyable d'énergie, soit parce que celle-ci n'est pas utilisée soit parce qu'elle l'est pour des tâches parasitaires ou coercitives.

Or, ce qui se passe à l'échelle d'une entreprise, se retrouve dans le système tout entier, et en particulier au niveau de l'Etat.

La croissance régulière de l'appareil d'Etat découle, certes, pour une bonne partie, de la nécessité d'assurer sans heurts le fonctionnement des secteurs et de services indispensables à l'économie ; elle correspond aux fonctions de plus en plus étendues que l'Etat remplit dans tous les domaines. Mais l'hypertrophie de cet appareil, le gonflement monstrueux de ses services, leur prolifération tentaculaire expriment aussi un besoin vital pour la classe dominante: le besoin de contrôler étroitement toutes les activités de la population, et en particulier celles de la classe travailleuse.

A ce niveau aussi l'appareil de direction arrive tant bien que mal à coordonner le fonctionnement de l'économie et des institutions. Mais là encore c'est au prix d'un immense gaspillage de travail humain, d'une contrainte tâtillonne et étouffante, du renforcement d'une hiérarchie compliquée d'emplois et de fonctions, d'un morcellement des tâches qui engendrent indifférence et irresponsabilité à tous les échelons.

Le système capitaliste ne se limite pas à gaspiller le travail humain : en l'asservissant aux buts de la classe dominante, il le retourne contre l'homme lui-même.

Certes, on ne peut plus écrire aujourd'hui, comme Trotsky le faisait en 1938 : « Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. »

Mais l'abîme entre ce que les moyens de production, la technique et el savoir permettraient de réaliser dans le cadre d'une société socialiste et ce que l'organisation capitaliste permet d'obtenir, n'a fait que s'approfondir.

Il ne s'agit pas simplement des quantités d'objets produites. Ce n'est pas parce qu'il est insuffisamment productif que le système actuel est appelé à disparaître, mais parce qu'il est capitaliste. La différence entre capitalisme et socialisme n'est pas seulement quantitative, elle est avant tout *qualitative*. Il est vrai que, appliqués dans le cadre actuel, les découvertes et les procédés techniques ne peuvent pas donner les résultats théoriquement possibles. Mais l'essentiel reste que ces découvertes et ces procédés

(Suite page 6)

(1) « Programme de transition ». Ed. La Vérité, p. 7.

Plateforme politique de Pouvoir Ouvrier

1. — L'évolution du capitalisme moderne montre que la classe dominante n'arrive pas à maîtriser le développement des forces de production et qu'elle ne peut pas parvenir graduellement à une unification et à une planification mondiales.

Le capitalisme monopoliste d'Etat, pas plus que le capitalisme concurrentiel ou que le capitalisme des monopoles, n'est capable de surmonter le conflit entre le développement des forces productives et les rapports de production capitalistes, c'est-à-dire les rapports qui fondent la nature de classe de la société moderne.

Dans la phase du capitalisme monopoliste d'Etat, ce conflit se manifeste par des contradictions au niveau de la classe dominante, au niveau de la production et dans les rapports entre pays développés et Tiers Monde. Ces contradictions tendent objectivement à provoquer une intensification de la lutte de classe du prolétariat et de la lutte des masses exploitées du Tiers Monde ; ces luttes seront un des facteurs déterminants des nouveaux déséquilibres vers lesquels s'achemine la société capitaliste.

a) L'intensification de l'exploitation du travail, condition de la poursuite de l'expansion, suscite et suscitera encore davantage dans les années à venir des luttes de classe s'opposant à cette intensification et tendant à la freiner. Dans le cadre de la concurrence, la seule réponse pour les capitalistes est d'accélérer encore le processus de rationalisation, de concentration, d'accroissement de la productivité du travail — et donc d'augmentation du capital fixe — processus dont les conséquences sociales ne pourront que renforcer la résistance des travailleurs.

Les revendications sur les salaires expriment la tendance du prolétariat à s'opposer à l'exploitation. En période d'expansion, le capitalisme peut faire des concessions sur les salaires, mais, dans les conditions de la concurrence, l'augmentation du niveau de vie ne peut être uniforme ni continue; de toutes façons, les capitalistes sont forcés de compenser les augmentations de salaires par un accroissement de la productivité du travail qui, dans l'ensemble, se traduit par une détérioration du sort des travailleurs au cours du processus productif : conditions de travail, horaires, déclassements, transferts, licenciements, etc. C'est ainsi que l'expansion crée elle-même les conditions pour que l'axe des luttes se déplace vers les conditions mêmes de l'activité productive. A mesure que les contradictions du capitalisme dans sa nouvelle phase revêtiront une plus grande intensité, à mesure que se développeront leurs conséquences sociales au niveau de la production, les revendications sur le salaire et les revendications sur le travail tendront à former un tout portant sur tous les aspects de la domination capitaliste ; les revendications se heurteront de façon encre plus nette aux besoins de la classe dominante et de l'Etat. Ces luttes revendicatives, qui constitueront un des éléments déterminants de l'aggravation des déséquilibres vers lesquels s'achemine le capitalisme mondial, poseront alors, si elles s'approfondissent, le problème des structures économiques et sociales et, par là même, celui du rôle de l'Etat. C'est au cours de ces luttes que les conditions apparaîtront pour la formation du parti révolutionnaire, car la pratique des travailleurs se heurtera sur une large échelle aux partis et aux organisations traditionnels.

b) Le développement de l'intervention de l'Etat dans l'économie entrainerait à la longue sa transformation en un « capitaliste collectif idéal ». Cela signifierait une transformation radicale de la classe dominante actuelle. Or, l'Etat est organiquement lié à cette classe. Une telle transformation ne pourrait avoir lieu qu'au prix de crises sociales et politiques génératrices de graves déséquilibres dans l'économie. Mais la poursuite de l'expansion sans cette intervention de plus en plus importante de l'Etat apparaît également comme étant impossible, et d'autant plus impossible que les antagonismes concurrentiels entre les différents pays avancés subsistent et semblent même se renforcer.

c) La politique impérialiste des grandes puissances a pour effet d'augmenter l'écart entre le Tiers Monde et les pays avancés. L'exploitation des masses du Tiers Monde par l'impérialisme fournit aux nations industrialisées une partie de la plus-value nécessaire à la poursuite de l'expansion. Mais la résistance que, sous des formes diverses, les masses exploitées opposent à l'impérialisme tend à retrécir cette source de plus-value. Dans la mesure où elle suscite ou renforce la résistance et même la révolte des masses, la politique impérialiste crée objectivement des obstacles à l'expansion des pays avancés.

Dans les principaux pays sous-développés du monde — y compris la Chine — les luttes de classes entrent progressivement dans une nouvelle phase. Dans les pays qui ont accédé à l'indépendance politique au cours des dernières décades, les contradictions des classes que la lutte pour l'indépendance avait masquées se découvrent peu à peu.

Les masses ouvrières et paysannes font l'expérience aussi bien de régimes de type bourgeois ou pseudo-bourgeois plus ou moins dominés par l'impérialisme que de régimes bureaucratiques dits anti-impérialistes. Dans les uns comme dans les autres, elles sont soumises à une intense exploitation par les classes dirigeantes locales — déjà constituées ou en voie de consolidation. C'est ainsi que mûrissent les conditions d'une nouvelle étape au cours de laquelle les mouvements et l'organisation des masses exploitées des principaux pays du Tiers Monde se situeront à un niveau qui leur permettra — si le prolétariat des pays avancés s'est à son tour engagé dans un processus de reconstitution du mouvement politique révolutionnaire — d'être reconnus par les travailleurs des zones développées et de s'intégrer à la lutte mondiale pour le socialisme.

2. — Le prolétariat reste la seule classe révolutionnaire de la société capitaliste. Les changements de structure qu'il subit dans les pays avancés ne conduisent nullement à sa transformation en une « catégorie » sociale hybride. La tendance à la réduction relative du nombre d'ouvriers manuels s'accompagne d'un accroissement rapide de couches d'employés et de techniciens dont la position dans la production ne diffère pas fondamentalement de celle des ouvriers manuels. Ces nouvelles couches sont partie intégrante du prolétariat moderne, comme leur participation de plus en plus active aux luttes revendicatives le prouve quotidiennement.

3. — Les syndicats ne sont ni « des rouages de l'Etat » ni « des compagnies d'assurances » ni des simples « organisations de défense des travailleurs ».

La tendance de la bureaucratie syndicale à s'intégrer à l'appareil d'Etat est constamment freinée par la nécessité pour elle — et pour la classe dominante elle-même — de contrôler et de canaliser les revendications et les luttes ouvrières. L'intégration des syndicats à l'Etat signifierait que la bureaucratie syndicale et le patronat se sont résignés à admettre une dangereuse extension des grèves sauvages.

A l'étape présente, dans la plupart de pays capitalistes, les syndicats exercent objectivement une double fonction :

— défendre contre le patronat les intérêts immédiats des salariés ,

(suite page 5)

Plateforme politique de Pouvoir Ouvrier

(suite de la page 4)

— défendre la société capitaliste, dont ils acceptent les bases, contre tout mouvement des travailleurs qui pourrait la mettre en difficulté.

La bureaucratie qui dirige les syndicats tire sa force à la fois du fait qu'elle « représente » les travailleurs et du fait qu'elle s'efforce constamment de faire collaborer les salariés au fonctionnement du système.

La bureaucratie syndicale, incontrôlable et inamovible, n'est pas un « accident », mais le résultat de l'évolution même du système capitaliste et du mouvement ouvrier. La bureaucratisation des syndicats est désormais irréversible.

4. — Les partis « socialistes » et « communistes » ont cessé d'être des partis ouvriers au sens où l'on pouvait l'entendre autrefois.

Même s'ils regroupent une partie de la classe ouvrière — dont ils reflètent les aspirations à une amélioration du sort du travailleur et même, dans le cas du P.C., à un changement dans la société — ces partis ont cessé d'être ouvriers dans la mesure où leur réformisme ne s'appuie plus sur une opposition de classe au capitalisme en tant que système social.. Leur réformisme n'a plus pour but, même lointain, d'opérer graduellement une transformation qui aboutirait pacifiquement à l'avènement d'une société socialiste. En effet, la transformation graduelle qu'ils envisagent avec plus ou moins de fermeté selon les circonstances, aboutirait, si elle se réalisait, à une simple substitution de la bourgeoisie classique par une bureaucratisation économique et politique exerçant des fonctions dirigeantes. Dans la mesure où ils proposent encore un autre type de société — ce qui, en fait, concerne de moins en moins les partis « socialistes » — le modèle qu'ils conçoivent : propriété étatique, planification, direction des entreprises et de l'éconmie confiée à des spécialistes, hiérarchie sociale fondée sur « la compétence », adaptation du producteur aux exigences de la production, prise en charge par l'Etat de toutes les activités sociales et culturelles, reste un modèle de société d'exploitation fondée sur des rapports de production de type capitaliste. Leur politique quotidienne d'alliance avec les partis de gauche bourgeois et « technocratiques », de collaboration des classes dans le cadre de l'appareil d'Etat et des institutions légales à tous les niveaux, correspond aux intérêts de la bureaucratie « réformiste » en général — partis et syndicats — et reflète la mentalité démocratique petite bourgeoise de larges couches d'intellectuels, d'ouvriers qualifiés et de fonctionnaires.

Ces partis se situent désormais dans le camp des forces politiques qui défendent la société d'exploitation.

5. — Le socialisme n'est pas l'étatisation de l'économie et de la vie sociale, mais avant tout la transformation des rapports de production capitalistes en rapports de production socialistes. Seule la gestion des entreprises et de l'économie par les travailleurs organisés en conseils peut assurer cette transformation.

La gestion de la production et de l'économie ne peut être assumée par le prolétariat que s'il détruit en même temps le pouvoir de la classe dirigeante —l'Etat — et exerce son propre pouvoir en remplaçant les organismes de direction politique de la classe exploiteuse par ses propres organisme politiques : les soviets ou conseils des travailleurs.

6. — Le socialisme est impossible dans un seul pays, et d'autant plus impossible si ce pays est un territoire économiquement arriéré. La seule classe révolutionnaire est le prolétariat. En l'absence d'une activité créatrice du prolétariat, d'une participation croissante des plus larges masses à l'activité politique, économique et sociale, le processus d'édification du socialisme ne peut pas se développer. La construction du socialisme exige l'extension de la révolution prolétarienne au moins à plusieurs pays avancés comme première étape de la révolution mondiale.

7. — La société russe actuelle est un capitalisme bureaucratique d'Etat. Le socialisme ne pourra être instauré en U.R.S.S. que par la lutte révolutionnaire du prolétariat. La nouvelle révolution russe sera une révolution sociale, car elle brisera les rapports de production de type capitaliste sur lesquels se fonde l'exploitation du prolétariat par la bureaucratie, et les remplacer par des rapports de production socialistes, en même temps que la dictature exercée par la classe dirigeante actuelle au travers de l'Etat et du parti sera remplacée par une nouvelle organisation soviétique s'appuyant sur les masses.

Les régimes bureaucratiques, soumis à la pression de l'impérialisme d'une part, à celle du prolétariat et de la paysannerie d'autre part, se trouvent dans une situation d'instabilité politique qui reflète l'ampleur des difficultés économiques et sociales auxquelles ils ont à faire face. Les réformes économiques en cours, qui visent essentiellement à relever la productivité du travail, auront pour effet de renforcer les antagonismes des classes.

En même temps que les tendances centrifuges se développent au sein du « bloc bureaucratique », le stalinisme, en tant que mouvement international, est en train de se décomposer. Les partis « communistes » deviennent des partis réformistes et se détachent peu à peu de Moscou. Les conséquences d'une telle transformation par rapport aux luttes dans les pays avancés et par rapport aux mouvements des masses du Tiers Monde, se feront sentir de tout leur poids à mesure que se manifesteront les conséquences économiques et sociales des contradictions du capitalisme monopoliste d'Etat.

8. — Entre le capitalisme et le communisme, il ne peut pas y avoir plusieurs régimes de transition dont le sstructures économiques, sociales et politiques seraient différentes parce que fondées sur des rapports différents entre les classes.

La destruction de l'Etat capitaliste par le prolétariat, l'instauration du pouvoir politique des conseils et de la gestion de la production et de l'économie par les travailleurs ouvre la phase de transition entre capitalisme et communisme en supprimant l'exploitation et le salariat dans le secteur socialisé. Aucune autre classe que le prolétariat ne peut assurer cette transition. Les sociétés dites de trasition du type « Etat ouvrier dégénéré », « démocratie populaire », « Etat ouvrier et paysan », etc., ne sont en réalité que des variantes du capitalisme bureaucratique d'Etat.

9. — La dictature du prolétariat — nécessaire dans la phase de transition du capitalisme au communisme — n'est pas la dictature du parti révolutionnaire ,mais celle que le prolétariat organisé en conseils exerce sur les autres classes et groupes sociaux conservateurs.

Le parti révolutionnaire ne peut pas se substituer au prolétariat. Il n'est pas la classe révolutionnaire, mais seulement une fraction de cette classe. Il ne peut donc pas accomplir des tâches que seul le prolétariat, placé au cœur de l'activité productive, est capable de réaliser. Mais le parti, creuset où fusionnent les expériences et les apports des différentes catégories de travailleurs manuels et intellectuels, organe d'orientation, de coordination et de lutte dans la période pré-révolutionnaire est l'instrument indispensable pour que la lutte du prolétariat aboutisse, au cours de la révolution à l'instauration du pouvoir des travailleurs.

Le parti bolchévik est mort. Il a représenté une étape de la lutte du prolétariat pour son émancipation. Le programme du nouveau parti révolutionnaire ne sera pas la simple réédition — même améliorée — des conceptions bolchéviques. Sans l'expérience de la révolution russe, du bolchévisme et de la IIIème Internationale — et la critique de cette expérience — ce programme ne pourrait jamais voir le jour. Mais l'histoire du prolétariat — et du capitalisme — ne s'est pas arrêtée en 17, ni en 23, ni en 38. Le programme du nouveau parti révolutionnaire ne pourra être formulé qu'à partir de l'expérience du prolétariat dans le monde actuel, sous le capitalisme monopoliste d'Etat et sous le capitalisme bunreaucratique d'Etat, et qu'à partir de l'analyse des sociétés d'exploitation d'aujourd'hui.

La nécessité d'une organisation marxiste d'avant-garde et l'importance décisive de son intervention avant et après la révolution sont un des enseignements fondamentaux de la révolution d'Octobre 1917 et de tous les mouvements révolutionnaires qui ont eu lieu depuis lors : Allemagne, Europe centrale, Italie, Chine, Espagne, Allemagne de l'Est, Pologne, Hongrie.

LES CONSEILS DES TRAVAILLEURS

(Extrait de P.O. ns 18 et 19 mai et juin 1960)

Qu'est-ce qu'un conseil ouvrier ? C'est d'abord un organisme, un comité, formé de délégués élus par TOUS les travailleurs d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises, sans aucune distinction politique et syndicale, pour exprimer leurs revendications et pour les représenter, Pour qu'un conseil ouvrier puisse fonctionner, il faut que tous les ouvriers participent aux assemblées, luttent en permanence pour imposer leurs objectifs. Une telle activité des travailleurs ne peut exister que dans des périodes d'extrême tension sociale, quand le conflit entre dirigeants de l'économie et de l'Etat et travailleurs devient si aigu qu'il ne peut être réglé que par la force, quand ce conflit lui-même ne concerne pas seulement l'usine, mais embrasse toute la société, quand la question qui se pose est : qui doit commander dans le pays, les exploiteurs ou les exploités ? En dehors d'une telle période révolutionnaire, le conseil ouvrier n'arrive pas à se maintenir : il disparaît ou il se transforme peu à peu en un organe inoffensif, de type syndical.

En fait, chaque fois que la classe ouvrière a formé des conseils, ces organismes sont rapidement devenus, face au pouvoir de l'Etat et de la classe dirigeante, l'expression d'un deuxième pouvoir : le pouvoir des masses ouvrières, autour duquel se sont rassemblées toutes les autres couches sociales opprimées ou appauvries (employés, artisans, paysans).

Dans une période où la question du pouvoir dans la société est ainsi posée, le conseil ouvrier surgit comme la réponse à un besoin objectif des masses : celui d'avoir un organisme qui, prenant appui sur l'entreprise, soit capable de rassembler TOUTE LA POPULATION TRAVAILLEUSE en surmontant les divisions politiques, syndicales, catégorielles, régionales, de créer ainsi partout les conditions d'une action unie.

En octobre 1956, en Hongrie, au cours de l'insurrection contre le régime stalinien, les ouvriers ont constitué des conseils qui ont pratiquement exercé le pouvoir dans beaucoup de villes, organisant la production, le ravitaillement, la lutte armée. Sur le plan de l'entreprise, leur but était la gestion ouvrière, la détermination des normes de travail par les travailleurs eux-mêmes, la diminution des écarts des salaires.

C'est en 1905, en Russie, que sont apparus les premiers « soviets » constitués par des délégués élus à raison d'un délégué par 500 travailleurs ; ils ont dirigé les grèves de cette époque qui ont failli renverser le régime tsariste. En 1917, les « soviets » sont réapparus. Formés, au cours de la révolution, par des délégués élus par les ouvriers, par arrondissements dans les grandes villes, directement dans les petites localités, ils ont rapidement pris non seulement les pouvoirs des municipalités, mais tous les pouvoirs de l'Etat. En même temps se constituaient dans les usines des « comités de fabrique » qui disputaient la direction de l'usine au patron. Le mot d'ordre des bolchéviks était à l'époque : « Tout le pouvoir aux soviets ». Et, en effet, les « soviets » (qui englobaient aussi les soldats et, dans les campagnes, les paysans pauvres) ont renversé en Octobre la République bourgeoise de Kerensky et exercé pendant quelque temps le pouvoir, tout en organisant la guerre révolutionnaire contre les troupes « blanches » des capitalistes et des grands propriétaires.

Un an plus tard, la révolution éclatait en Allemagne. Des conseils d'ouvriers et de soldats se constituaient dans les villes. Dans les usines, des comités d'usine étaient élus. Quel était le rôle de ces conseils d'ouvriers et de soldats et de ces comités d'usine ? Voici ce qu'en pensait le Parti communiste allemand lors de son congrès constitutif (30 décembre 1918-1er janvier 1919) :

« Suppression de tous les parlements et de toutes les municipalités. Leurs fonctions seront assumées par les Conseils d'ouvriers et de soldats, et par les comités et organes qui en relèvent.

— Elections aux Conseils d'ouvriers dans toute l'Allemagne, avec la participation de toute la population ouvrière... sur la base de l'entreprise. De même, élections aux conseils de soldats... Droit pour les ouvriers et les soldats de révoquer en tout temps leurs délégués.

— Election par les délégués aux conseils d'ouvriers et de soldats de toute l'Allemagne d'un Conseil central des Conseils, qui aura à nommer en son sein une Délégation Exécutive, comme instance suprême du pouvoir à la fois législatif et administratif.

— Réunion du Conseil central des Conseils, au moins tous les trois mois pour commencer, avec chaque fois complète réélection des membres, de façon à maintenir un contrôle permanent sur l'activité de la Délégation Exécutive et un contact vivant entre les masses des conseils locaux... et le plus haut organe de leur pouvoir. Droit pour les conseils locaux d'ouvriers et de soldats de révoquer et de remplacer à tout moment leurs représentants au Conseil central... Droit pour la Délégation Exécutive de nommer et de révoquer les commissaires du peuple et toute l'administration centrale, sous le contrôle du Conseil central. »

Et sur les comités d'usine : « Election dans chaque usine d'un comité d'usine qui aura à régler les affaires intérieures en accord avec les conseils ouvriers, à fixer les conditions de travail, à contrôler la production et finalement à se substituer complètement à la direction de l'entreprise. »

« Les seules organisations qui puissent introduire le socialisme sont donc les comités d'usine qui, en accord avec les conseils ouvriers locaux, sauront prendre en mains l'ordre intérieur des entreprises, régler les conditions de travail, contrôler la production et enfin assumer toute la direction de l'usine » (1).

La révolution allemande fut écrasée, grâce à la social-démocratie d'alors. Les conseils ouvriers disparurent ou se transformèrent peu à peu en organismes de type syndical.

La révolution russe fut détournée de ses buts par la bureaucratie du parti et de l'Etat reconstitué : les comités de fabrique disparurent, les soviets ne furent plus que des vulgaires municipalités.

Les conseils ouvriers de la révolution hongroise de 1919, ceux que les travailleurs italiens avaient formés en 1920-21 disparurent aussi sous les coups de la répression capitaliste.

Mais, quelque vingt ans plus tard, en 1936, les travailleurs espagnols prenaient effectivement en mains les usines, luttaient pour transformer la société. Sous des formes différentes, des comités d'usine et des comités de milices se substituaient aux patrons et à l'ancien Etat et exerçaient localement le pouvoir pendant des mois.

En 1956, naissaient et luttaient les conseils ouvriers hongrois.

Les conseils ouvriers ne se sont pas toujours et partout constitués de la même manière ; ils ont pris souvent une double forme : le comité d'usine s'occupant essentiellement du fonctionnement de l'entreprise et le « soviet » ou conseil exerçant le pouvoir dans un cadre plus large : celui de l'arrondissement, de la ville, du pays. Ils n'ont pas toujours et partout su s'affirmer ouvertement comme le seul pouvoir capable de diriger la société et ils ne sont pas parvenus à empêcher la reconstitution de l'Etat et de l'exploitation. Mais, toujours et partout, ils ont exprimé le même mouvement : organisation et direction de la production et de la société par des organismes élus sur la base des entreprises.

***

En constituant des conseils ouvriers, les travailleurs ont tenté à plusieurs reprises de s'emparer de la gestion de l'entreprise et de la production ; ils ont été amenés, en même temps, à attaquer et à détruire les anciens organes du pouvoir bourgeois ou bureaucratique — l'Etat, les municipalités — et à les remplacer par l'organisation locale et centrale des conseils.

Le pouvoir des Conseils

Ainsi, sous leurs deux formes : comités ou conseils d'usine prenant la direction des entreprises, et conseils constitués sur une base locale, régionale, nationale, dirigeant les affaires de la localité, de la région, du pays, les conseils ouvriers visaient à gérer la société tout entière.

En effet, à cette tentative d'organisation de la société par les conseils ouvriers ont participé également des organismes représentant les autres couches de la population travailleuse, en premier lieu les paysans. Cette participation — dont la révolution espagnole de 1936 constitue le meilleur exemple — s'explique par le fait que les intérêts de la majorité des paysans

(suite page 6)

(1) Extraits du Programme adopté par le Congrès constitutif du Parti Communiste Allemand, reproduit dans la brochure « La Commune de Berlin », éditions « Spartacus », oct.-nov. 1949, Paris.

LES CONSEILS DES TRAVAILLEURS

(ouvriers agricoles, métayers, fermiers, petits propriétaires) sont radicalement opposés à ceux des sociétés commerciales et des grands propriétaires, qui les exploitent sous des formes multiples. Il est certain qu'une nouvelle révolution ouvrière, disposant de l'appui d'une large fraction de la paysannerie, serait ainsi à même de résoudre les problèmes que poserait la coopération de l'agriculture avec l'industrie.

L'organisation de la société reposerait alors inévitablement sur la population travailleuse, car non seulement celle-ci serait représentée dans son ensemble, mais encore, par le canal des conseils et des communautés agricoles, exercerait effectivement la gestion de toutes les activités productives et sociales.

L'expérience du mouvement ouvrier, en particulier celle des conseils ouvriers hongrois de 1956, permet d'en établir les principales articulations :

1) Conseils ouvriers élus sur la base d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises.

2) Conseils ouvriers locaux et régionaux formés par les délégués des conseils des entreprises, ou groupes d'entreprises, de la localité ou de la région.

3) Assemblée Centrale des conseils ouvriers formée par des délégués élus par les organismes de base (entreprises, groupes d'entreprises, etc.).

4) Gouvernement de conseils élu par l'Assemblée Centrale des conseils.

A chaque échelon, les délégués sont élus et révocables en permanence. A chaque échelon, ces organismes ne seront pas seulement représentatifs mais auront des fonctions de gestion et d'organisation.

« Démocratie » bourgeoise et démocratie socialiste

Un tel système n'a rien à voir avec la « démocratie » bourgeoise : il en est la négation.

La « démocratie » bourgeoise signifie voter tous les quatre ou cinq ans pour des programmes qui ne concernent que des questions secondaires — jamais le travail des gens, l'exploitation, la vie réelle des travailleurs. Elle signifie voter pour des individus ou des partis qu'il est impossible de contrôler ensuite. Dans une société où tous les moyens d'information : presse, radio, télévision, cinéma, sont dans les mains de la classe dominante, où la pression bourgeoise se fait sentir à tous les niveaux — à l'école, au bureau, à l'atelier, à la campagne — dans un régime où l'argent règle toute l'activité humaine, les consultations électorales ne sont que le moyen de faire accepter aux travailleurs des solutions contraires à leurs intérêts.

Dans la démocratie des conseils — la démocratie socialiste — non seulement la pression bourgeoise sera éliminée avec la bourgeoisie elle-même, mais les moyens d'information seront dans les mains des organismes ouvriers. Dans la démocratie socialiste, ce n'est pas tous les quatre ou cinq ans que les travailleurs seront appelés à se prononcer, ils pourront se prononcer en permanence ; ils ne se prononceront pas sur des questions secondaires, mais sur les questions essentielles, c'est-à-dire aussi bien sur leur travail, leur niveau de vie, que sur le logement, l'éducation ou les questions générales concernant la vie de tout le pays. Dans la démocratie socialiste, les représentants des travailleurs seront contrôlés en permanence et pourront être révoqués à tout moment par ceux qui les ont désignés.

Un tel système suppose, bien entendu, l'information au service de la population, non l'endoctrinement systématique ou le mensonge quotidien à longueur d'ondes et de colonnes. La population travailleuse pourra ainsi se prononcer, non sur des « slogans », mais sur la base de données, à la fois simples, suffisantes et fidèles, exprimant l'essentiel des problèmes qui se posent. ELLE POURRA SE PRONONCER EN CONNAISSANCE DE CAUSE.

La diffusion d'informations sous cette forme sera faite à tous les niveaux — aussi bien par le conseil d'une entreprise que par le Gouvernement des conseils — qui disposeront pour cet échange continuel entre les plus hauts organes du pouvoir ouvrier et l'immense réseau des conseils d'entreprise, de tous les moyens de communication que la technique moderne offre à l'homme : radio, télévision, cinéma, etc.

Les Conseils dans l'entreprise

Mais comment des conseils élus et révocables, des organismes « si simples », pourront-ils se substituer à l'appareil technique d'une usine, à l'appareil complexe de l'Etat moderne ? Telle est la principale objection de ceux qui, tout en approuvant l'idée du pouvoir des conseils, contestent la possibilité de son application pratique.

Or, c'est cette objection elle-même qui est fausse, car la fonction des conseils ouvriers n'est pas de remplacer des appareils techniques ou des administrations complexes.

Tout d'abord, sur le plan de l'entreprise, en régime capitaliste, il est déjà possible de faire la différence entre organismes techniques et organismes de direction. Ces derniers ont pour tâche principale d'exploiter au maximum la force de travail des ouvriers, d'organiser l'usine dans ce but ; ils ont aussi pour tâche de fixer les objectifs de production de l'entreprise suivant la demande d'un « marché », non les besoins réels des gens, et en vue de réaliser un profit, non de satisfaire ces besoins.

Dans l'entreprise capitaliste, les organismes techniques sont soumis aux organismes de direction, même si, le plus souvent, les uns et les autres se trouvent mêlés. La technique elle-même est orientée en vue de faire produire plus et plus vite à chaque ouvrier, non de diminuer son effort, et en vue d'obtenir des produits plus faciles à vendre, non des meilleurs produits.

La première tâche de la révolution dans l'entreprise sera de procéder à une énorme simplification dans ce domaine (comme d'ailleurs dans tous les domaines de la vie productive et sociale). La direction proprement dite — les responsables de l'exploitation des ouvriers en somme — sera purement et simplement supprimée. Mais une partie des services aujourd'hui appelés « de direction » sera également supprimée dans la mesure où ces services ne s'occupent que de publicité, de marché, etc., l'autre partie étant transformée en simples services d'approvisionnement et de livraison. LA DIRECTION DE L'ENTREPRISE SERA ASSUMEE PAR UN CONSEIL OUVRIER ELU ET REVOCABLE.

La tâche de ce conseil, sur la base des discussions et des décisions prises dans les assemblées d'atelier, de département, de bureau, etc., consistera à organiser l'exécution des objectifs de production et à déterminer les conditions du travail : horaires, méthodes, vie du travailleur dans l'entreprise en général. Le conseil ne remplacera pas les organes techniques, il les modifiera simplement pour que leurs fonctions restent strictement techniques. Les solutions proposées par les techniciens seront examinées quant à leurs conséquences : 1) sur les objectifs de production de l'entreprise ; 2) sur le travail des producteurs. Une coopération étroite entre techniciens et ouvriers s'instaurera dans l'organisation pratique des fabrications.

Le plan de production général

Les décisions des conseils d'usine ou d'entreprise seront prises dans le cadre d'une orientation générale de la production définie, elle, pour l'ensemble du pays, par l'Assemblée Centrale des conseils ouvriers. Celle-ci, en effet, disposera de toutes les informations économiques et techniques qui, sous une forme simplifiée mais substantielle, lui seront fournies par les organismes spécialisés chargés d'élaborer et de proposer le Plan de production général.

L'orientation générale de la production définie par l'Assemblée Centrale des ouvriers — sous forme d'un Plan de production général — sera soumise aux assemblées d'entreprises dans tout le pays. Pour que la discussion de ce Plan puisse se faire EN CONNAISSANCE DE CAUSE, il faudra condenser en quelques points l'essentiel de son contenu.

Il s'agira donc de décider : a) du temps de travail que la population veut consacrer à la production ; b) de la partie de la production existante qu'elle veut consacrer respectivement à la consommation individuelle, à la consommation publique (hôpitaux, écoles, habitat, services, etc.), à l'investissement.

Le plan soumis aux travailleurs devra donc spécifier :

1) La durée de travail qu'il implique.

2) Le niveau de la consommation pendant la première période.

3) Les ressources consacrées à l'investissement et à la consommation publique.

4) Le rythme d'augmentation de la consommation pendant les périodes à venir.

5) Les tâches de production incombant à chaque entreprise.

Chaque plan sera accompagné de plusieurs « variantes » offrant un choix aux travailleurs. Par exemple : si l'on diminue la durée de travail de tant, le niveau de la consommation ne pourra, à son tour, augmenter que de tant ; si les ressources consacrées à l'investissement atteignent tel chiffre, la consommation individuelle augmentera de tel pourcentage pendant telle période, mais son pourcentage d'augmentation sera plus grand pendant la période suivante, etc.

La gestion de l'économie

Le travail d'élaboration du plan et de ses « variantes », confié à des organismes spécialisés, *strictement techniques*, sera énormément simplifié par l'emploi des méthodes modernes de calcul économique et des machines électroniques.

Les mêmes méthodes modernes de calcul, les mêmes outillages perfectionnés seront utilisés dans la gestion des différents secteurs de l'économie. En effet, une gestion ouvrière de la production, non plus au niveau d'une entreprise particulière, mais au niveau de secteurs industriels et de l'ensemble de l'économie, n'est possible que si les tâches de direction ont subi une simplification telle que les producteurs et leurs conseils peuvent, là aussi, décider EN CONNAISSANCE DE CAUSE. C'est ainsi que le développement technique au lieu de rendre les problèmes plus complexes servira à les clarifier, à en dégager les points essentiels sur lesquels le choix ne peut être fait que par des hommes, mais le reste sera fait par des machines.

Dans le cadre du Plan de production général adopté, la coopération entre les entreprises sera effectuée, *horizontalement*, par des comités de branches d'industrie formés de délégués désignés par les conseils des différentes entreprises, et *verticalement* par des comités de production représentant les étapes successives de la production (par exemple : sidérurgie — industrie des machines-outils — industrie mécanique).

Mais les décisions fondamentales, les décisions politiques dans le vrai sens du mot, seront toujours du ressort des cellules de base de la société : les conseils ouvriers d'entreprise, les communautés paysannes.

Les conseils et la gestion de l' « Etat »

En ce qui concerne l'ensemble des fonctions aujourd'hui assumées par les municipalités, elles seront du ressort des administrations locales et régionales, sous le contrôle des conseils ouvriers locaux et régionaux.

Il en sera de même pour un grand nombre de fonctions aujourd'hui exercées par l'appareil de l'Etat, fonctions que les administrations intéressées continueront d'exercer sous le contrôle de l'Assemblée Centrale des conseils et du gouvernement.

Il faut constater, en effet, que l'Etat a cessé depuis longtemps d'être exclusivement un appareil de répression et de direction politique. Même dans les pays d'Occident où tout n'est pas étatisé — comme c'est le cas en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est — l'Etat exerce une foule d'activités d'ordre économique et social. En France, des nombreuses administrations produisent des objets ou fournissent des services : les hôpitaux, les H.L.M., les chemins de fer, les transports en commun, les postes, les charbonnages, l'E.D.F., les entreprises nationalisées comme Renault, les chantiers navals, les manufactures de l'Etat, etc., sont des véritables entreprises. Elles seront donc reconnues pour ce qu'elles sont et, tout comme les autres, elles seront gérées par des conseils élus. Intégrées dans les grands ensembles d'industries et de services qui fonctionneront dans le cadre du Plan de production général, le rôle de ces « administrations » sera limité à l'exécution des tâches qui leur sont propres.

Mais une grande partie de l'administration actuelle sera purement et simplement supprimée. Cela concerne aussi bien la défense nationale que la police, la magistrature et mille autres organismes dont le rôle véritable aujourd'hui est simplement d'exercer un contrôle et une surveillance de la population par la classe capitaliste.

Dans une première phase, la défense du nouveau régime socialiste sera assumée par les milices ouvrières armées qui se seront constituées au cours de la lutte elle-même. Les tâches de « police » seront confiées à ces milices et à des détachements formés par des travailleurs, dont les effectifs, fournis par les entreprises, seront entièrement renouvelés périodiquement. La justice sera administrée par des « tribunaux populaires » élus par les travailleurs sur une base locale et périodiquement renouvelés.

CAPITALISME ET SOCIALISME

— (suite de la page 4) ——

n'ont pas pour but de satisfaire les besoins de l'homme.

Il ne suffit donc pas de dire que le socialisme permettra une meilleure utilisation des inventions, des progrès plus rapides de la technologie et que, par suite, la production connaîtra un développement sans commune mesure avec la croissance actuelle. C'est l'orientation même de la recherche appliquée, le contenu même de la technologie qui seront transformés dans la mesure où recherche et technologie ne viseront plus à obtenir du travailleur le rendement maximum, mais tendront à assurer avant tout les meilleures conditions de travail et la plus grande participation du producteur à l'organisation et à l'exécution de ce travail. La gestion collective de la production permettra ainsi, par exemple, en mettant les immenses possibilités de l'automation au service des travailleurs, de supprimer les normes et le travail aux pièces, d'éliminer progressivement les travaux répétitifs du type « chaîne de montage », de réduire considérablement la fatigue et les accidents, tout comme elle permettra de s'acheminer vers la disparition de la division entre le travail manuel et le travail intellectuel, disparition dont une condition nécessaire est la réduction radicale du temps de travail.

Ce qui est vrai dans le cadre strict de l'activité productive l'est aussi dans celui plus vaste de la vie sociale.

Il ne suffit pas de dire, par exemple, qu'on pourrait résoudre le problème du logement en peu d'années si l'industrie du bâtiment était libérée des entraves du profit, c'est le problème même du type d'habitat, de l'existence de villes de plusieurs millions d'habitants, de la vie épuisante du citadin qui pourrait être posé et résolu, tout comme on pourrait poser et résoudre celui des zones « déprimées » et des zones à trop forte concentration urbaine et industrielle... C'est un bouleversement complet des conditions de travail et de vie de l'homme que le potentiel productif, technique et scientifique actuel pourrait permettre. Et l'extraordinaire essor culturel qui résulterait de la réduction de la journée de travail multiplierait par dix et par cent ce potentiel matériel et humain.

Le socialisme ne se réduit donc pas à l'organisation collective de la production. Il est le seul modèle de société que l'on puisse opposer au système actuel, à ce système d'oppression qui tend à instaurer dans tous les domaines de la vie sociale des rapports semblables, sinon identiques, à ceux qui règnent dans l'entreprise.

En effet, que ce soit dans le domaine de la culture ou du logement, de la vie familiale ou de l'éducation, des loisirs ou de la santé, tout l'effort de la classe dirigeante vise à réduire le travailleur à une attitude purement passive, à lui enlever toute initiative, à l'encadrer, le cloisonner, l'intoxiquer, et à briser par la persuation ou par la force toute tentative de révolte contre les mœurs et les idées dominantes.

Asservi dans l'exercice de son activité productive et sociale, le travailleur des pays industrialisés l'est tout autant cela va sans dire, dans son activité de « citoyen » : le pouvoir politique est monopolisé à tous les échelons par les membres de la classe dominante et par leurs agents ; en tant que « citoyen », le travailleur n'est qu'une simple machine à voter.

Mais la barbarie que le capitalisme impose aux populations travailleuses des pays avancés sous une forme « climatisée », les ouvriers et les paysans des pays sous-développés la subissent, eux, brutalement. Et la barbarie règne aussi au niveau des rapports entre les peuples et les nations.

Pourtant, ce monde n'existe que parce que le prolétariat le fait exister : la classe travailleuse est le producteur collectif de la société moderne.

Si le prolétariat prend conscience de sa force, s'il arrive à se donner de nouveau des structures politiques de classe, son projet révolutionnaire — le socialisme — apparaîtra aux plus larges couches de la population comme la seule solution à la crise du monde actuel.

Ce projet s'appuyera désormais sur deux idées fondamentales :

1. Le socialisme aujourd'hui ce n'est ni la nationalisation, ni la planification, ni la direction de l'économie et de l'Etat par une couche de spécialistes séparée de la population. Le socialisme aujourd'hui c'est avant tout la gestion de la production par les travailleurs eux-mêmes.

2. Cette gestion n'est possible que si le prolétariat gère la société tout entière, que s'il conquiert le pouvoir politique en détruisant par la violence les anciennes institutions et en les remplaçant par ses propres créations.

La gestion de la production et de la société par les travailleurs n'est ni une utopie ni une invention des « sectes ultra-gauches ». C'est le but pour lequel le prolétariat a commencé à lutter dès que la société industrielle est entrée dans sa phase de grande concentration. C'est le contenu qu'il a tenté de donner lui-même au socialisme, et toujours avec plus de force, chaque fois que des crises révolutionnaires ont ébranlé la société. Et à ce contenu, il a également donné une forme, un moyen de le réaliser : les conseils ouvriers.

ABONNEMENT
1 an (11 numéros) 2,50 F
Abonnement de soutien :
1 an à partir de 5 F
Faire les versements à
POUVOIR OUVRIER
C.C.P. 13.629.59 Paris.
POUVOIR OUVRIER, Mensuel
22, rue Léopold Bellan, Paris 2

Directeur de publication desponsable : ATLAN.

Impr. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e